

IA, innovation et croissance inclusive

Par Philippe Aghion

Professeur d'économie au Collège de France et à l'INSEAD (Institut Européen d'Administration des Affaires) et professeur invité à la London School of Economics

L'IA pourrait considérablement favoriser la croissance économique en permettant l'automatisation de certaines tâches liées à la production de biens et de services, et à la génération d'idées, faisant ainsi progresser l'innovation technologique. Cela accélère à son tour la destruction créatrice, à savoir le remplacement des anciennes technologies par de nouvelles.

Si l'automatisation peut rendre moins attrayante l'externalisation de certaines tâches, les économies en développement peuvent néanmoins tirer parti de l'IA pour accélérer l'adoption des nouvelles technologies et améliorer l'offre éducative, à l'instar de ce qu'a fait la technologie mobile par le passé.

Cependant, l'accès aux données et aux infrastructures est essentiel. Les économies en développement ont besoin d'aide pour renforcer leurs capacités, notamment en matière d'accès aux données et à la puissance de calcul. La coopération mondiale est indispensable pour garantir un accès inclusif aux ressources de l'IA, comme l'a souligné le Sommet sur l'IA qui s'est tenu à Paris au début de l'année.³⁶ Une politique de la concurrence saine est également cruciale, car les entreprises dominantes peuvent utiliser l'IA pour consolider leur pouvoir sur le marché. L'automatisation risque de décourager l'externalisation et de faire disparaître des emplois, mais les gains de productivité peuvent stimuler la demande et l'emploi. Les politiques en matière d'éducation et de marché du travail sont essentielles pour aider les travailleurs à s'adapter.

Quant à savoir si l'IA va favoriser davantage l'externalisation des économies développées vers les économies en développement, ou plutôt enclencher une tendance à la relocalisation, la question est complexe. L'automatisation pourrait réduire le besoin d'externalisation, particulièrement pour les tâches qui peuvent désormais être réalisées à moindre coût dans le pays même, ce qui pourrait ralentir le processus de convergence pour les économies en développement. Cependant, je ne pense pas que l'IA va complètement bouleverser la division actuelle du travail dans les chaînes de valeur mondiales.

Par exemple, ChatGPT et les technologies similaires affectent surtout les services. À court et à moyen terme, je pense que les modèles commerciaux actuels,

selon lesquels les pays émergents concentrent leurs activités sur le secteur manufacturier et les économies avancées sur les services vont perdurer. Mais il faudra suivre cela de près.

En ce qui concerne les types de politiques nécessaires pour que l'IA favorise l'emploi et réduise les inégalités dans les économies développées et en développement, le point de départ le plus important est l'éducation. Un système éducatif solide et inclusif permet à plus de gens de profiter de l'IA plutôt que d'être remplacés par elle. Les travailleurs mieux formés ont plus de chances de voir l'IA venir compléter leur travail plutôt que le remplacer.

Au-delà de l'éducation, il est essentiel de mettre en place des politiques volontaristes dans le domaine du travail. Je suis un fervent partisan du modèle danois de « flexicurité », selon lequel les travailleurs qui perdent leur emploi bénéficient d'une aide généreuse et de formations en vue de leur reconversion. Cette combinaison de flexibilité pour les entreprises et de sécurité pour les travailleurs aide les économies à s'adapter aux changements technologiques. Certains éléments de cette approche pourraient être adaptés à l'échelle régionale dans les grands pays.

La concentration croissante des capacités en matière d'IA entre quelques entreprises et pays dominants constitue un sérieux problème. À l'instar de la révolution informatique, l'IA est actuellement dominée par quelques grandes entreprises technologiques, en particulier celles qui contrôlent l'infrastructure en nuage. Face à cette situation, il faut une politique de la concurrence solide.

Je suis favorable aux modèles à source ouverte et opposé à tout excès de réglementation, qui pénalise les nouveaux entrants par rapport aux entreprises établies. Les gouvernements ont également un rôle à jouer en subventionnant l'accès aux données et à la puissance de calcul pour les petites entreprises afin de garantir des conditions de concurrence équitables.

Avertissement

Les articles d'opinion relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les vues des Membres ou du Secrétariat de l'OMC.